Revue **Francophone**
Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Le financement des dynamiques d'émergence économique en Afrique : cas du modèle d'émergence économique du Cameroun

Financing the dynamics of economic emergence in Africa: the case of Cameroon's economic emergence model

ONGUENE ATEBA Julien Grégoire[a] ,
Abdoulaye BENGALY[b] ,

[a] Enseignant Agrée à la Sorbonne Institut de Paris, Enseignant Associé à l'Université de Bertoua, Douala et des IPES

[b] Doctorant à l'Institut de Pédagogie Universitaire (IPU), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Centre Universitaire de Recherche Economique et Sociale (CURES) de Bamako-Mali

Les auteurs acceptent que cet article reste en libre accès en permanence selon les termes de la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0

Revue **Francophone**
Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Résumé

Cet article analyse la pertinence de la politique de financement du modèle d'émergence économique du Cameroun pour l'horizon 2035. Il s'agit d'évaluer l'impact et l'efficacité du financement des projets inscrits dans le Document de stratégie de la croissance et de l'emploi (DSCE) de 2010 et ceux de la Stratégie nationale de développement (SND30) de 2020 pour l'horizon attendu de manière rétrospective et prospective. Pour réaliser ces objectifs, l'analyse est faite avec un modèle économétrique de (Kanwar, Yao ; 2000) qui est estimé par la technique des moindres carrés ordinaires. Les techniques statistiques couvrent une période d'observation de 2010 à 2022. Les données utilisées proviennent à la fois de l'INS, BEAC, MINFI, World Developpement Indicator, World Goverment Indicator. Les résultats obtenus montrent que la politique de financement de l'émergence économique du Cameroun implémentée dans le DSCE de 2010 et la SND30 2020 influence négativement la croissance économique et par conséquent l'émergence économique du Cameroun. Le modèle économique de la théorie du Big push, fondement du modèle d'émergence économique est la cause, car très consommateur des financements et exigeant en matière de gouvernance.

Mots clés: Modèle ; émergence économique ; croissance économique ; financement ; gouvernance.

Abstract

This article analyzes the relevance of the financing policy of Cameroon's economic emergence model for the 2035 horizon. The aim is to assess the impact and effectiveness of financing the projects listed in the 2010 Growth and Employment Strategy Paper (DSCE) and those in the 2020 National Development Strategy (SND30) for the expected horizon, both retrospectively and prospectively. To achieve these objectives, the analysis is carried out using an econometric model by (Kanwar, Yao; 2000), estimated using the ordinary least squares technique. The statistical techniques cover an observation period from 2010 to 2022. The data used come from INS, BEAC, MINFI, World Developpement Indicator, World Goverment Indicator. The results show that the policy of financing Cameroon's economic emergence implemented in the DSCE of 2010 and the SND30 2020 negatively influences economic growth and consequently Cameroon's economic emergence. The economic model of the Big Push theory, which is the basis of the economic emergence model, is the cause, as it is highly consumptive of financing and demanding in terms of governance.

Keywords : Model; economic emergence; economic growth; financing; governance.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Introduction

L'une des difficultés depuis l'origine de l'économie du développement au début des années 1950, est celle de la mobilisation des capitaux d'investissement pour le financement de la croissance économique (Boukari, 2014). Dès le début du 21ème siècle, s'inspirant du miracle chinois, certains pays dans le monde et en Afrique en particulier ont affiché leurs ambitions de devenir des pays émergents (Onguéné, 2023). Mais avec des disparités sur la période d'atteinte de cet objectif pour certains pays africains : Bénin en 2025, Guinée Equatoriale en 2020, Sénégal en 2035, Gabon en 2025, Burkina Faso en 2025, Tchad en 2030, Cameroun en 2035, Congo en 2025, RDC en 2030. A l'origine, l'émergence est un concept financier (Agtmael, 1981. En réalité, la dérégulation des marchés financiers dans les pays développés, la crise mondiale de la dette et la libéralisation du commerce ont accéléré l'internationalisation et la diversification des placements de capitaux privés vers des marchés dits émergents. Dans le sillage des marchés financiers émergents, les économistes ont identifié des pays émergents qui, par leur attractivité financière, se démarquent du lot traditionnel des pays pauvres[1].

En Afrique Subsaharienne, le facteur le plus visible pour qualifier les pays émergents est sans doute le taux de croissance de leur PIB. Pour la majorité des pays africains, les performances et les perspectives à long terme de ces grands pays émergents sont une source d'inspiration pour leur développement. Une ambition d'émergence des pays d'Afrique subsaharienne difficilement mesurable et comparable (Lo, 2006). A partir de sa définition, le cabinet VIZEUM définit un indicateur pour mesurer les progrès des pays ayant pour ambition de devenir émergent.

Le cabinet VIZEUM propose une définition de l'émergence sur laquelle les pays peuvent s'appuyer pour formuler leurs ambitions d'émergence. Un pays émergent est un pays qui en faisant le choix de profiter de la mondialisation des flux de capitaux et de la libéralisation du commerce et des innovations mondiales, se démarque d'un groupe de pays structurellement comparable en :

- identifiant ses avantages comparatifs pour participer à la demande mondiale de biens et de services qui lui permettront de soutenir une croissance économique durable supérieure à celle des pays détenteurs de capitaux,

[1] Mais aucune liste consensuelle de marchés et de pays émergents ne s'est imposée, laissant la place à des classements selon l'interprétation des agences de notation, des banques d'affaires et des fournisseurs d'indices.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

- offrant les meilleures conditions économiques et financières d'attractivité des investissements privés extérieurs qui financent sa croissance économique,
- répartissant équitablement les fruits de sa croissance pour élever le niveau et la qualité de vie de sa population.

Cette définition nous enseigne que l'émergence n'est pas absolue et qu'elle doit premièrement être mesurée par rapport à un groupe de pays. Pour ce faire, il y a lieu d'établir un classement des nations qui prenne en compte les pays émergents. Le Cameroun doit-il prendre l'émergence comme modèle de développement ? L'ambition d'être un pays émergent, aussi louable soit-elle doit être tempérée par le fait que l'émergence en tant que modèle implique des choix de développement qui devront être confirmés par le diagnostic de Cameroun vision 2035. Le 30 Avril 2006 marque donc un tournant dans l'histoire économique du Cameroun. En effet, l'atteinte du point d'achèvement tournait une page de près de deux décennies d'ajustement structurel et ouvrait une nouvelle dynamique à l'économie camerounaise (Onguéné et al., 2023). Le cadre de référence est depuis lors le DSCE qui se complète par le document « Cameroun vision 2035 ». Et depuis 2020, une boussole plus actualisée de la vision trouve son compte dans la SND30. Dorénavant, le Cameroun peut rêver et voir la structure de son économie s'améliorer.

(Ngoa, 2017) démontre que le DSCE voit le jour en 2009 dans l'idée de corriger d'une part les défaillances du DSRP et s'inscrire dans une perspective de durabilité. Au-delà des définitions parfois floues et de l'optimisme de certains acteurs, cette nouvelle dynamique s'inscrit dans la recherche d'un taux de croissance élevé depuis 2010 pour être en phase avec les prévisions et ceci sur une longue période. Mais, un projet d'une telle nature exige des financements qui doivent également intégrer les nouveaux objectifs inscrits dans la SND30 depuis 2020. C'est l'enjeu de ce thème qui nous permet de se poser la question de recherche suivante :

La politique de financement de l'émergence économique du Cameroun initiée dans le DSCE et la SND30 peut-elle contribuer à l'émergence économique du Cameroun à l'horizon 2035 ?

La conférence sur le financement du développement de Monterrey en 2002 apporte une nouvelle dimension à la question du financement du développement, qui se décline à travers une approche large du financement intégrant les principaux domaines d'action : mobilisation des ressources financières internes et autres apports de capitaux externes et enfin, révision du système monétaire et financier international (Boukari, 2014). Les débats les plus récurrents au Cameroun à ce sujet mettent l'accent sur un modèle fondé sur un endettement extérieur à

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

outrance. Une politique conséquente qui peut impulser le développement de l'industrie et par conséquent un taux de croissance élevé. D'autres Auteurs tels que (Schultz, 1960) et (Becker, 1964) mettent l'endettement intérieur, d'autres tels que (Di Maggio, 1997) et (Ménard, 2003) considèrent la bonne gouvernance comme un déterminant pour avoir accès à des financements des marchés des capitaux. Pour réaliser nos objectifs, l'analyse est faite avec un modèle économétrique de (Kanwar, Yao ; 2000) qui est estimé par la technique des moindres carrés ordinaires. Les techniques statistiques couvrent une période d'observation de 2010 à 2022. Les données utilisées proviennent à la fois de l'INS, BEAC, MINFI, World Developpement Indicator, World Goverment Indicator. L'efficacité étant l'atteinte des objectifs fixés. Le présent papier se structure autour de cinq parties : 1-une introduction, 2-une revue de la littérature, 3-méthodologie de la recherche, 4-resultats et interprétations, 5-conclusion.

1. Revue de la littérature

Selon (Boukari, 2014), toute politique de financement est susceptible de créer les ressources internes et externes pour renforcer l'efficacité du développement dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Après les analyses sur l'économie du développement au cours des années 1950, les débats théoriques sur l'épargne et son rôle dans le financement de la croissance vont naître avec notamment les travaux de (Chenery & Strout, 1966) qui ont mis en évidence les difficultés des pays en développement en matière de financement. Pour pallier ce déficit, l'épargne externe et principalement sous la forme de l'aide publique au développement va être privilégié. Pour certains auteurs, l'aide en tant que ressource externe ne peut être considérée comme un substitut à l'épargne domestique que lorsque son coût d'emprunt est inférieur à sa productivité marginale en tant que capital. Pour cela (Weisskopf, 2019) avait généralisé l'idée que tout apport financier de nature externe peut augmenter l'ampleur de la dépense intérieure. Il avait développé un modèle fondé sur celui de (Chenery, 1966) où l'afflux des ressources externes joue un double rôle. D'une part, le supplément des ressources desserre la contrainte interne lorsqu'il remplace l'épargne intérieure, et d'autre part, il permet de financer les importations d'où le desserrement de la contrainte externe (Acemoglu, 2009).

Ce débat théorique avait créé un besoin d'une démarche empirique pour de tester le lien entre épargne intérieure et aide publique au développement pour confirmer ou non l'hypothèse de complémentarité (Kessler & Strauss-Khan, 1984). Les travaux de (Rahman, 1976) proviennent d'une analyse empirique sur des données en coupe instantanée de 31 pays en développement.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Ce dernier montre qu'il existe une baisse de 0,25 dollar US de l'épargne intérieure pour toute augmentation de 1 dollar US des capitaux venant de l'extérieur. Sur la base des données chronologiques de 44 pays en développement (Weisskopf, 1972) analysent la relation entre les capitaux extérieurs et l'épargne domestique.

La relation entre ressources extérieures et épargne intérieure n'est pas toujours négative (Papanek, 1999). Pour cet auteur, il est difficile de montrer l'impact de cette relation mais il est possible d'effectuer une analyse par pays qui va prendre en compte les spécificités de chacun d'eux. En utilisant les données de panel de 58 pays en développement sur la période 1978-1995 (Bosworth, et *al.*, 1999) ont montré que l'afflux des ressources extérieures finance l'investissement à hauteur de 20% et la consommation à 14%. Récemment, (Okafor & Tyrowicz, 2009) ont analysé cette relation sur un panel composé d'un groupe des pays d'Afrique subsaharienne et un autre groupe des pays d'Amérique Latine au cours de la période 1975-2004. Contrairement aux études précédentes, ils analysent l'effet de la dette extérieure sur l'épargne domestique. Leurs résultats montrent que la dette extérieure agit négativement sur l'épargne intérieure en particulier sur le long terme(Aghion, 200). En restant dans le même ordre d'idée que les premières études empiriques. (Das, 2011) montre qu'en moyenne 33% de l'épargne intérieure se substitue à l'apport des capitaux extérieurs. Les analyses présentées ont permis non seulement d'élaborer des modèles économétriques qui estiment la part des ressources externes dans le financement des investissements, mais également de déterminer la part des ressources internes nécessaires pour le développement économique. Aujourd'hui, ces analyses se concentrent plus sur un large éventail de ressources extérieures[2]. Elles vont néanmoins au-delà en insistant sur les effets des politiques fiscales pour une mobilisation efficace des ressources domestiques. Au-delà de l'Etat, les ressources domestiques peuvent provenir de l'épargne des entreprises et des ménages. Sous ces deux angles, nous structurons notre analyse en choisissant l'Afrique subsaharienne comme terrain d'étude.

Le financement du développement *via* l'épargne domestique en Afrique subsaharienne soulève quelques questions de recherche. (Boukari, 2014) montre que certains travaux économétriques testent généralement l'effet de l'épargne privée sur la capacité d'une économie à mobiliser l'épargne pour le financement de l'investissement. Une étude de la (Banque mondiale, 2020)

[2] (Aide, investissements directs étrangers, investissements de portefeuille, envois des migrants)

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

suggère que l'efficacité de la mobilisation dépend du niveau de l'épargne publique en Afrique subsaharienne. Pour (Ahrens & Mengeringhaus, 2006), on note néanmoins un effet d'éviction de l'épargne privée par l'épargne publique dans les économies subsahariennes. Il existe une relation entre l'épargne privée et publique (Kelly & Mavrotas, 2013). Selon ces auteurs, les deux types d'épargne montrent une équivalence ricardienne à la (Barro,1974) sur l'épargne publique ; et un effet de Feldstein (Horioka, 1980) sur l'épargne privée *via* l'investissement privé. Selon (Aryeetey, 2004), l'épargne publique et l'épargne privée influencent l'investissement et la création d'emplois de manière différenciée. (Hadjimichael, et *al.*, 1995) ont démontré que l'épargne privée peut augmenter si les pays en développement appliquent de réformes de politiques économiques issues de la libéralisation financière. Ils ont trouvé qu'un changement structurel dans certaines économies en développement a permis l'augmentation de l'épargne privée de 5,7 en pourcentage du PIB sur la période 1986-1993. Dans le même temps, les auteurs ont mis en évidence une baisse moyenne de 2,7 en pourcentage du PIB de l'épargne privée sur la même période dans les pays sans programme de réformes économiques. L'analyse du programme de réformes est confrontée à plusieurs controverses. (Nissanke & Aryeetey, 1998) ont trouvé une faible corrélation entre les réformes macroéconomiques et l'impact sur la mobilisation de l'épargne domestique. Ce qui valide le résultat d'une étude de la (Banque mondiale, 2021) qui attestait de l'impact mineur d'une réforme économique structurelle sur la performance des économies de la région à mobiliser l'épargne.

Cela entraine les conditions d'une croissance économique soutenable favorisant l'augmentation de l'épargne privée et de l'investissement dans ces pays(Onguéné et al., 2023). Les auteurs ont testé les relations entre l'efficacité macroéconomique et la croissance économique, entre l'épargne et l'investissement. Ils ont conclu à la faiblesse des ratios entre épargne et investissement de l'Afrique subsaharienne qui sont significativement faibles comparés à ceux des autres pays en développement. Les travaux de (Mwega ,1997) confrontent les hypothèses théoriques sur l'épargne, à savoir l'hypothèse du cycle de vie et celle du revenu permanent, et prenant le taux moyen de l'épargne privée comme variable à expliquer dans un échantillon de 33 pays dont 15 pays de l'Afrique subsaharienne. Les résultats de son modèle donnent un coefficient positif et significatif du revenu par tête, un coefficient positif et significatif du taux de croissance du revenu par tête, un coefficient négatif et significatif de l'épargne publique et enfin un coefficient positif et significatif du degré d'approfondissement du système financier approximé par la part de l'agrégat monétaire M2 ou quasi-monnaie dans le PIB. Selon lui,

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

l'épargne privée des ménages dépend du niveau de revenu par tête, du niveau de la croissance économique, des termes de l'échange et du niveau de l'épargne publique. Ainsi, la faible mobilisation des ressources domestiques est liée à une double conséquence qui affecte l'épargne privée, mais aussi les conditions de chaque économie.

La majorité des pays en développement ont un marché financier informel qui pèse autant ou plus que le système financier conventionnel. C'est en moyenne plus de 60% des actifs de L'UEMOA lié à sa facilité pour se financer (Cissé, 2009). Ce secteur au regard de sa diversité lui donne le statut de marché financier dont les différents intervenants sont de nature éclectique, et échangent dans des rapports liant leur personnalité avec leur rang social au sein d'une communauté (Berrou & Gondard-Delcroix, 2012). La taille de ce marché offre, en plus de la diversité des acteurs, une structure productive entre les différents fournisseurs et leurs clients. Néanmoins, la taille n'est pas le seul critère de l'informel (Benjamin & Mbaye, 2012). Dans les travaux théoriques, il existe plusieurs critères : le régime fiscal, la comptabilité, la mobilité du lieu de travail et les difficultés d'accès au crédit bancaire. Il est donc difficile d'isoler ce dernier de l'ensemble des secteurs, car l'informel reste un terrain non circonscrit (Davis, et al., 2009).

L'imposition est donc au cœur du pouvoir de l'Etat. C'est l'un des rares instruments de mesure du pouvoir et de la légitimité de l'État (Di John Jonathan, 2007). L'histoire des pays développés démontrent de l'importance du système d'imposition dans l'économie. Les recettes publiques financent la sécurité, l'éducation, la santé et l'investissement public. La question centrale en termes d'économie est de savoir comment le pouvoir public augmenterait la part des recettes fiscales en pourcentage du PIB soit 40% sans contraindre les agents économiques à la désincitation fiscale ? Les pays d'Afrique subsaharienne ne peuvent pas fournir un service public de qualité à leur citoyen sans recettes fiscales. Les populations deviennent méfiantes et créent toutes les conditions favorables pour l'évasion et la fraude fiscale de la part des entreprises. C'est un phénomène autoentretenu par le pouvoir et les élites locales qui négocient des baisses d'impôts et qui favorisent la fraude et l'inefficacité d'un système fiscal[3]. Au regard de toute la littérature théorique et empirique, il est démontré que la mobilisation du financement contribue au développement économique. Quid sur les spécificités et l'efficacité du

[3] Le cas du Niger et de la société Areva fait école. En quarante ans d'exploitation minière, la société Areva ne paie pas d'impôts au Niger, bénéficiant d'une subvention sur toute la chaine de production. Dans le PIB du Niger seuls 5% viennent de l'extraction minière.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

financement du modèle d'émergence économique du Cameroun ? Ce sera l'objectif de la prochaine partie.

2. Méthodologie et collecte des données

Il s'agira dans cette sous-section de présenter la méthodologie permettant d'analyser les effets des instruments utilisés dans le DSCE et la SND30 sur l'émergence économique du Cameroun. Nous indiquerons d'abord la nature, la source et les instruments de traitement des données. Par la suite, nous exposerons les techniques d'analyse des données.

2.1 Collecte des données

L'étude statistique et économétrique de la relation entre politique de financement et émergence économique nécessite de disposer au préalable d'un cadre méthodologique théoriquement soutenable et empiriquement estimable. En respect de ces exigences, nous présenterons notre cadre d'analyse, en déclinant successivement, le modèle théorique, le modèle empirique et ses variables, les données sélectionnées, et la technique d'estimation retenue. La mesure de l'impact de la politique de financement sur l'émergence économique se fera à l'aide d'un modèle économétrique. Les données secondaires utilisées dans cette étude couvrent la période 2010-2022 et proviennent de plusieurs bases. Nous avons notamment collecté les statistiques de l'INS, de la BEAC, du MINFI et de la Banque Mondiale. Pour ce faire, l'exploration de quelques bases a été nécessaire :

Le TOFE (Tableau des Opérations financières de l'Etat) fourni par le Ministère des Finances en collaboration avec l'INS (Institut National de la Statistique); la base de données de la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale); la base de données de la BAD (Banque Africaine de Développement); le World Developpement Indicator (WDI); UNCTAD (United Nations Conference on trade and development); le WGI (World Goverment Indicator) ; le BUCREP (Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population).

Le traitement des données s'est effectué grâce à l'utilisation des logiciels Excel et Stata 2011. Le logiciel Excel a servi pour la préparation, le montage de la base des données et la construction des graphiques. Le logiciel Stata 2011 a permis d'estimer le modèle économétrique et de ressortir les résultats de l'étude. Nous utiliserons les techniques statistiques et économétriques :

- La technique statistique

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

La statistique descriptive nous a été indispensable dans le calcul de la moyenne, du mode, de la médiane, de l'écart-type, du coefficient de variation et du coefficient de corrélation des variables des politiques de financement et de croissance. La synthèse de l'information véhiculée par les données s'est faite par des représentations graphiques telles que : l'histogramme, le diagramme circulaire, le diagramme à barres et les courbes.

-La technique économétrique

A ce niveau de notre travail, il importera de présenter la technique économétrique utilisée et le modèle qui servira de base à l'analyse économétrique. Par la suite nous ferons une description des variables qui composent le modèle retenu pour ressortir les effets des politiques de financement sur l'émergence économique du Cameroun.

L'idée générale est qu'à partir des données sur les différentes activités au Cameroun couvrant une longue période, il soit mis en exergue, grâce aux techniques statistiques et économétriques la relation qui existe entre les performances économiques obtenues avec les politiques de mobilisation du financement et les performances de l'économie dans son ensemble au Cameroun[4] pour une émergence à l'horizon 2035. Le modèle économétrique que nous utilisons dans cette étude permet d'examiner l'effet des instruments du DSCE et de la SND30 sur l'émergence économique du Cameroun. Il sera estimé par la technique des moindres carrés ordinaires.

2.2 Modèle d'étude

Nous utilisons un modèle de corrélation entre politiques de financement et croissance économique. Plus précisément le modèle de (Kanwar, Yao ; 2000). Ce modèle économétrique se présentera comme suit :

$$LNPIBRHB_t = \beta_0 + \beta_1.LNFEXTr_t + \beta_2.LNFINTs_t + \beta_3.LNEI_t + \beta_4.LNRF_t + \beta_5.LNEP_t + \beta_6.LNIDE_t + \beta_7.LNEFMI_t + \beta_8.LNAPD_t + \varepsilon_t$$

[4]La grandeur utilisée pour mesurer les performances économiques est le PIB. Il représente l'ensemble des richesses créées au sein d'une économie au cours d'une année. Il donne la meilleure mesure du niveau d'activité.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Toutes ces variables ont été linéarisées par le logarithme népérien (LN). t= indique période d'observation qui va de 2010 à 2022 ; β_0, β_1, β_2, β_3, β_4, β_5 ,$\beta_6\beta_7$ et $\beta_8$sont les paramètres à estimer du modèle ; ε_t est le terme d'erreur.

Spécifier le modèle consiste à identifier la variable endogène et les variables exogènes. Les théories de l'émergence économique trouvant leurs fondements dans les théories de la croissance économique et du développement. Nous allons capter l'émergence économique sur Produit intérieur brut réel par habitant du Cameroun en monnaie locale constante au cours de l'année t qui lui-même est la variable endogène à laquelle sont intégrées les variables exogènes. Notre modèle est composé de deux types de variables : la variable dépendante qui est le Produit intérieur brut réel par habitant du Cameroun en monnaie locale constante au cours de l'année t; et huit variables explicatives. Dans ce modèle économétrique, la variable endogène ($PIBRHB_t$) indique le Produit intérieur brut réel par habitant du Cameroun en monnaie locale constante au cours de l'année t. Le PIB réel par habitant représente la valeur du PIB réel rapporté à la population totale. La variable $PIBRHB_t$ est introduite dans le modèle sous forme du logarithme népérien. Les variables exogènes sont :

-Financement extérieure du Cameroun (FEXT)

La variable (FEXT) représente la valeur réelle du financement extérieure reçu par le Cameroun. Elle prend en compte la part de la richesse totale créée par ce financement au cours de l'année t, un signe positif est attendu du coefficient (β_1) associé à cette variable.

-Financement intérieure du Cameroun (FINT)

La variable (FINT) indique la valeur réelle du financement intérieure du Cameroun. Elle concerne la part de la richesse totale créée par ce financement au cours de l'année t. Un signe positif est attendu du coefficient (β_2) lié à cette variable.

-Epargne intérieure du Cameroun (EI)

La variable (EI) désigne la valeur réelle de l'épargne interne du Cameroun. Elle représente la part de la richesse créée par l'épargne intérieure au cours de l'année t. Le signe attendu du coefficient (β_3) de cette variable influencera positivement l'émergence économique.

-Recettes fiscales du Cameroun (RF)

La variable (RF) représente recette fiscale du Cameroun au cours de l'année t. La progression de cet agrégat traduit la volonté politique d'investir dans des infrastructures socio-économiques nécessaires au développement économique. On présume que le coefficient (β_4) de cette variable aura un effet positif sur l'émergence économique.

Copyright © Revue Francophone

Revue **Francophone**
Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

-L'épargne publique (EP)

La variable (EP) désigne l'épargne publique du Cameroun au cours de l'année t. Elle est introduite dans le modèle économétrique comme la part de l'épargne publique sur le PIB. Le coefficient (β_5) de cette variable aura un effet négatif sur l'émergence économique.

-Les investissements directs étrangers du Cameroun (IDE)

La variable(IDE) désigne les investissements directs étrangers au cours de l'année t. Cette variable permet également de rendre compte de façon satisfaisante des écarts de revenu par habitant. Nous avons introduit cette variable dans le modèle sous forme logarithmique. Le coefficient (β_6) de cette variable exerce un effet positif sur l'émergence économique.

- Envoie des fonds des migrants (EFMI)

La variable (EFMI) illustre l'envoie des fonds des migrants en destination du Cameroun. Il influence favorablement l'émergence économique d'un pays. Le signe négatif attendu par le coefficient (β_7) de cette variable traduira une amélioration du produit intérieur brut réel annuel par habitant et indiquera par conséquent la facilité du pays à atteindre l'émergence économique.

-L'aide publique au développement (APD)

La variable (APD) représente l'aide publique au développement en direction du Cameroun au cours de l'année t. Elle peut améliorer la croissance économique d'un pays, créant de ce fait une relation positive, ce qui garantit l'émergence économique. Le signe attendu du coefficient (β_8) est positif.

3. Résultats et discussions

Il revient de synthétiser ces dits résultats et de présenter le degré de significativité de certaines variables à la compréhension du modèle. Le tableau 1 résume les résultats de la modélisation et indique l'état des lieux des variables en mi-parcours du DSCE de première génération et de la SND30. L'usage d'un modèle économétrique à côté d'une analyse en statistique descriptive s'explique par le fait que certaines variables ne peuvent pas être évaluées en statistique descriptive.

Tableau 1: *résultats de l'estimation du modèle économétrique par la méthode de MCO*

Source	SS	df	MS
Model	**0.748008394**	**8**	**0.93501049**
Residual	**0.028555198**	**26**	**0.001098277**

Number of obs	**= 35**
F (8, 26)	**= 85.13**
Prob > F	**= 0.0000**
R-Squared	**= 0.9632**
Adj R-Squared	**= 0.9519**

Copyright © Revue Francophone

Revue **Francophone**
Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Total	**0.776563592**	**34**	**0.022840106**	**Root MSE**	**= 0.03314**

Les Variables

LNPIBRHB	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LNFEXT	-0.2778742 *	0.0700109	-3.97	0.001
LNFINT	0.2428504**	0.1161525	2.09	0.046
LNEI	0.348819 *	0.1133291	3.08	0.005
LNRF	0.2168757 *	0.0614157	3.53	0.002
LNEP	-0.0956058	0.0856533	-1.12	0.275
LNIDE	-0.0161637	0.0529302	-0.31	0.763
LNEFMI	-0.4161123	0.7679485	-0.54	0.593
LNAPD	0.1367401**	0.0565618	2.42	0.023
C	4.931648	2.806004	1.76	0.091

Source : l'auteur à partir des résultats de Stata 2011

* indique la significativité des paramètres du modèle à 1%.

** indique la significativité des paramètres du modèle à 5%.

Les résultats de l'estimation indiquent que le modèle linéaire général estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires est globalement significatif. En effet, la p-value de Fisher (Prob > F = 0,0000) est significatif à 1%. En outre, la valeur du coefficient de détermination R^2 obtenue dans le modèle se chiffre à 0,9632 (tableau 1). Ceci signifie que la variation du Produit Intérieur Brut Réel par Habitant (variable endogène) est expliquée à 96,32% par la variation des variables exogènes. Cette valeur du coefficient de détermination R^2 (0,9632) traduit par conséquent la bonne qualité d'ajustement du modèle estimé.

-Effet du financement extérieur sur la croissance économique camerounaise

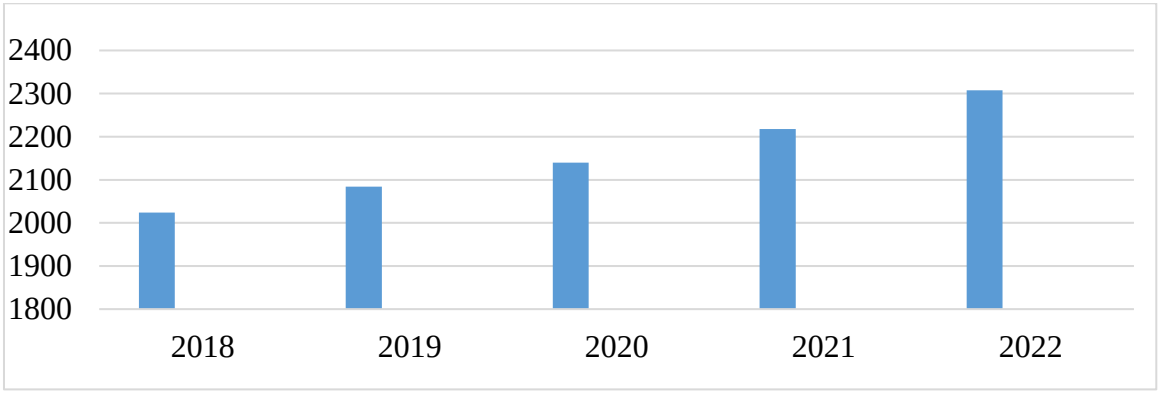
Notre étude révèle que le financement extérieure influence négativement et de manière significative le PIB réel annuel par habitant du Cameroun. En effet, une hausse de 10% de la valeur (FEXT) diminue de 2,77% le produit intérieur brut réel annuel par habitant du Cameroun. Le coefficient de (FEXT) est significatif à 1%.). A long terme, la faible structuration du financement extérieur camerounais exercera un effet négatif sur le produit intérieur brut réel annuel par habitant. Pendant la mise en œuvre du DSCE(2010-2020) et de la SND30(2020-2030), la richesse créée en 2022 dans l'agriculture a augmenté de 3,97% par an en moyenne. La valeur ajoutée du secteur agricole camerounais est passée de 2023,9 milliards de FCFA en 2018 à 2307,6 milliards de FCFA en 2022(Figure1). Le constat qui se dégage est que la richesse créée dans ce secteur d'activité demeure encore faible par rapport à celle des

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

pays émergents (Chine, Russie, Inde, Brésil, Afrique du Sud, donner la valeur ajoutée agricole de ces pays en graphique avec celui du Cameroun).

Figure 1 : *Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA) du secteur agricole camerounais de 2018 à 2022*



Source *: L'auteur à partir des données de WDI, 2022*

Malgré une légère hausse de la valeur ajoutée agricole enregistrée au Cameroun entre 2014 et 2018, on constate que l'apport du secteur agricole au produit intérieur brut reste encore faible. En effet, le secteur agricole représente seulement 23,15% du PIB camerounais. Ceci s'explique par l'existence des produits agricoles bruts non transformés et de faible valeur ajoutée.

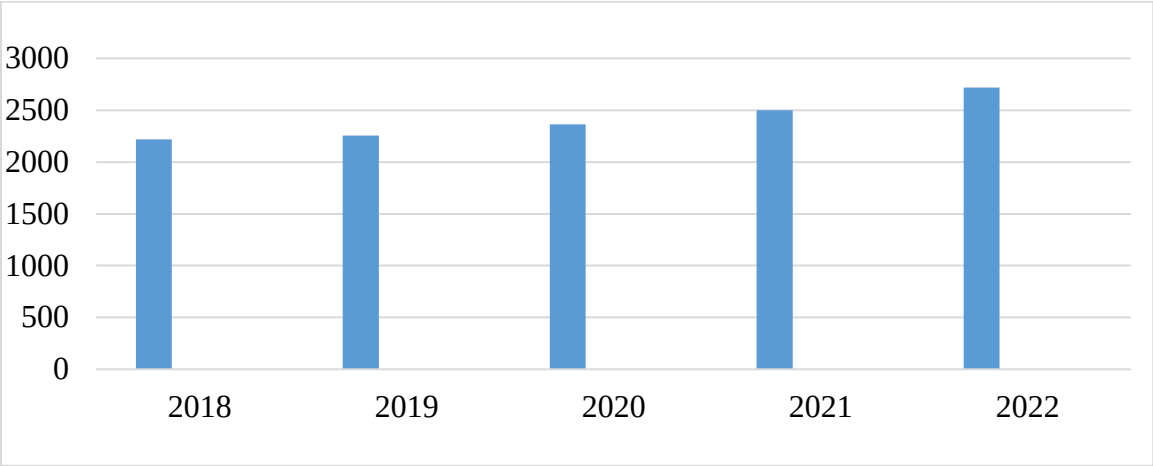
-Effet du financement intérieur sur la croissance économique camerounaise

En particulier, une hausse de 10% de la valeur du financement intérieur **(FINT)** accroît le PIB réel annuel par habitant camerounais de 2,42%. Le coefficient de la variable du financement intérieur est significatif au risque de 5% dans le modèle. A long terme, le développement du financement intérieur camerounais augmentera le PIB réel annuel par habitant de 11350 FCFA. Ainsi, le revenu annuel par habitant au Cameroun passera de 469020 FCFA à 480370 FCFA. Au cours de la mise en œuvre du DSCE (2010-2020) et de la SND30 (2020-2030), la richesse créée dans l'industrie en 2022 a augmenté de 5,67 % par an en moyenne. La valeur ajoutée enregistrée dans l'industrie camerounaise est passée de 2229,4 milliards de FCFA en 2018 à 2727,5 milliards de FCFA en 2022(Figure2). On constate que la richesse créée dans l'industrie camerounaise est plus élevée que celle créée dans son secteur agricole. De plus, la contribution du secteur industriel dans le produit intérieur brut camerounais (30,94%) est plus grande que celle du secteur agricole (23,35%).

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Figure 2: *Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA) du secteur industriel camerounais de 2018 à 2022*

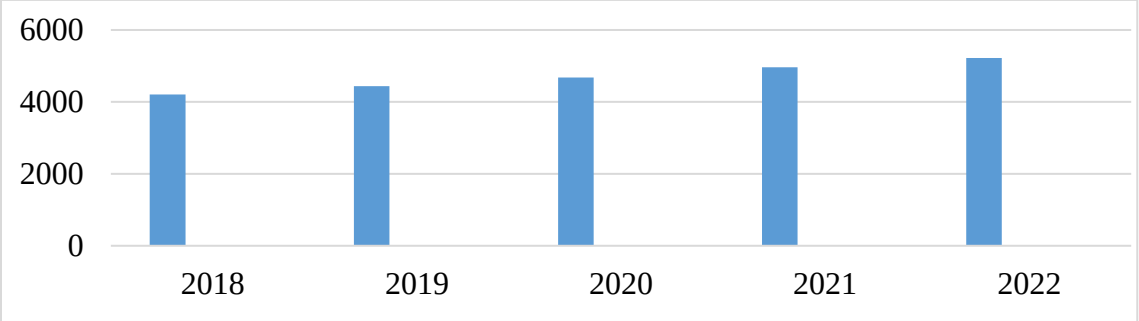


Source *: l'auteur à partir des données de WDI, 2022.*

-Effet de l'épargne intérieure sur la croissance économique camerounaise

De même, le financement intérieur, il exerce un effet positif et significatif (à 1%) sur le PIB réel annuel par habitant camerounais. Une hausse de 10% de la valeur de l'épargne intérieure (EI) augmente le PIB réel annuel par habitant camerounais de 3,48%. A long terme, le développement de l'épargne intérieure camerounais augmentera le PIB réel annuel par habitant de 16322 FCFA. Ainsi, le revenu annuel par habitant au Cameroun passera de 469020 FCFA à 485342 FCFA. Entre 2018 et 2022, la richesse créée dans les services a augmenté de 5,47 % par an en moyenne.

Figure 3: *Evolution de la valeur ajoutée (en milliards de FCFA) de l'épargne interne camerounais de 2018 à 2022*



Source *: L'auteur à partir des données de WDI, 2022.*

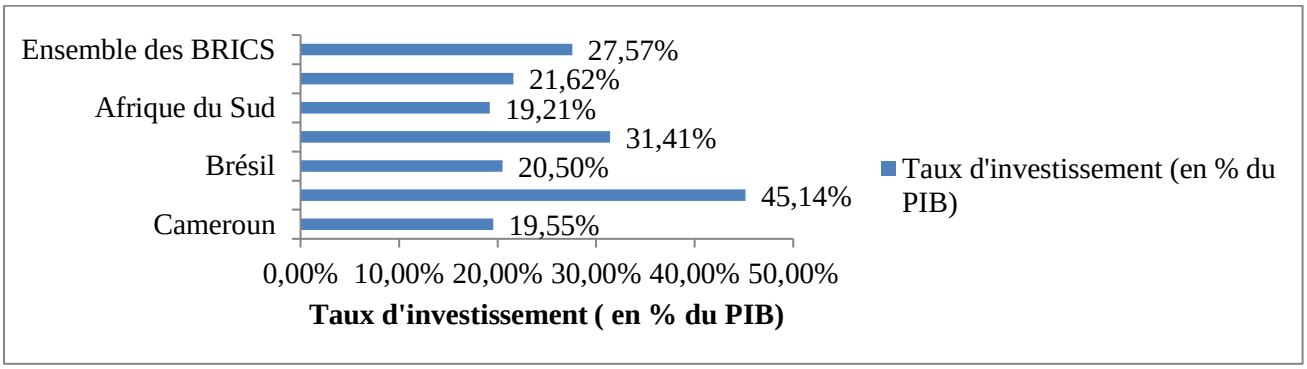
Copyright © Revue Francophone

Revue **Francophone**
Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

-Effet des recettes fiscales sur la croissance économique camerounaise

Les recettes fiscales (**RF**) agissent positivement et de manière significative (à 1%) sur le PIB réel annuel par habitant du Cameroun. Une hausse des recettes fiscales (**RF)** de 10% accroît le PIB réel annuel par habitant camerounais de 2,16%(Figure4). Ceci suppose que l'accroissement du volume d'investissement augmentera les possibilités du Cameroun à devenir émergent.

Figure 4 : *Taux de recettes fiscales en (% du PIB) du Cameroun et du BRICS de 2018 à 2022*



Source *: L'auteur à partir des données de WDI, 2022*

Au cours de la période 2018-2022, le taux d'investissement du Cameroun a représenté 19,55% du PIB. Durant cette période, il s'est rapproché de celui du Brésil (20,5%) et de l'Afrique du Sud (19,21%). Mais pendant cette période, le taux d'investissement du Cameroun est resté faible par rapport à la moyenne de l'ensemble des BRICS (27,57%). Il apparaît ainsi que les décideurs publics camerounais doivent mener des efforts pour parvenir à un taux d'investissement de 30% afin de garantir l'émergence économique du pays en 2035.

-Effet des dépenses publiques sur la croissance économique camerounaise

L'épargne publique (EP) exerce une influence négative et non significative sur le PIB réel annuel par habitant du Cameroun. Une hausse de l'épargne publique (EP) de 10%, diminue le PIB réel annuel par habitant camerounais de 0,9%. Ceci peut s'expliquer par le fait que le niveau de ces dépenses publiques soit insuffisant pour réaliser toutes les infrastructures qui ont été lancées au même moment posant ainsi la problématique du modèle du *big push* utilisé. Toutefois, le coefficient de cette variable dépenses publiques reste non significatif au risque de 10%.

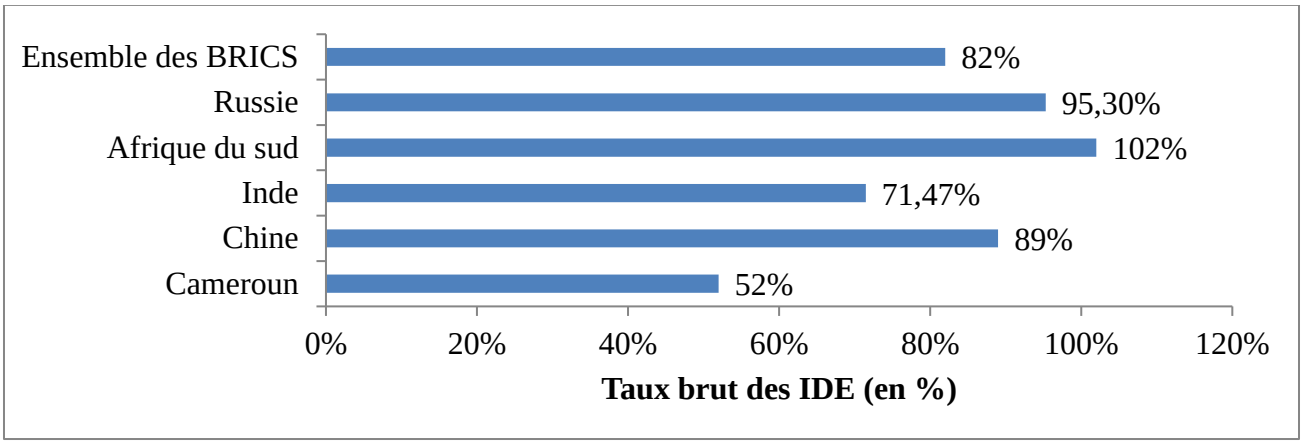
-Effet des investissements directs étrangers sur la croissance économique camerounaise

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Dans le même sillage, les investissements directs étrangers (IDE) agissent négativement et de manière non significative sur le PIB réel annuel par habitant camerounais. Une hausse de 10% du taux brut des (IDE) diminue de 0,16% le produit intérieur brut réel annuel par habitant du Cameroun(Figure5). Ceci peut s'expliquer par le fait que le cadre réglementaire des affaires rigide et la disponibilité des facteurs de production ne produisent pas assez de richesses. Cependant, le coefficient de cette variable demeure non significatif au risque de 10%.

Figure 5: *Taux brut des IDES (en %) du Cameroun et du BRICS en 2022*



Source *: l'auteur à partir des données de WDI, 2022*

-Effet de l'envoie des fonds des migrants sur la croissance économique camerounaise

Notre étude montre que l'envoie des fonds des migrants (EFM) exerce un effet négatif et non significatif (à 10%) sur le PIB réel annuel par habitant camerounais. En fait, une hausse du ratio de dépendance des fonds des migrants de 1%, diminue de 0,41% le produit intérieur brut réel annuel par habitant du Cameroun. Ceci peut s'expliquer par le fait que ces fonds n'intègrent pas une dynamique de transformation structurelle. Des mesures tendant à faire participer la population à l'emploi contribueront à l'émergence économique du pays.

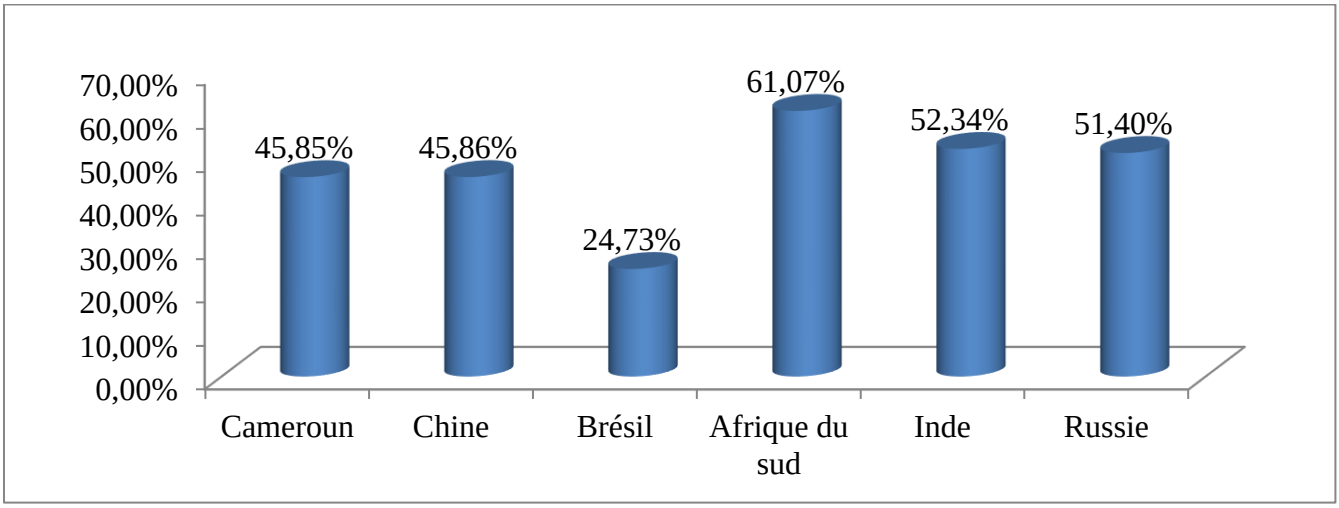
- Effet de l'aide publique au développement sur la croissance économique camerounaise

Enfin, l'aide publique au développement (**APD**) exerce un effet positif et significatif (à 5 %) sur le produit intérieur brut réel annuel par habitant du Cameroun. A long terme, une hausse du taux de l'APD de 1%, accroît de 0,13% le produit intérieur brut réel annuel par habitant du Cameroun (effet faible de l'ouverture commerciale sur le PIB réel annuel par habitant).Cet effet faible peut-être lié au fait que les partenaires bilatéraux et multilatéraux oriente les ressources vers les secteurs prioritaires en insistant sur les questions de gouvernance avant de financer.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Figure 6: *Taux d'IDE moyen(en %) du Cameroun et du BRICS de 2018 à 2022*



Source *: l'auteur à partir des données de WDI, 2022*

Au Cameroun, la part des IDE dans le PIB a représenté en moyenne 45,85% sur la période 2018-2022(Figure6). Ce taux est inférieur à celui de l'Afrique du Sud (61,07%), de l'Inde (52,34%) et de la Russie (51,4%). Ceci suggère que le Cameroun n'est pas encore fortement intégré dans les IDE par rapport aux BRICS. Le taux d'IDE du Cameroun (45,85%) a été presque identique à celui de la Chine (45,86%) au cours de la période 2018-2022. Il se pose un problème de l'exploitation des avantages comparatifs de certains IDE liés à la position géographique avec des pays comme le Nigéria et d'autres pays frontaliers plus proches.

Conclusion

Ce travail avait pour objectif de faire une revue de la littérature du lien qui existe entre les politiques de mobilisation de financement et émergence économique du Cameroun sur la base du DSCE et de la SND30. Pour y parvenir, il ressort de l'analyse rétrospective et prospective que la mobilisation des financements reste mitigée pour impacter l'émergence économique du Cameroun à l'horizon 2035. Il ressort dès lors que le besoin financier est très élevé presque pharaonique, environ 88000 milliards de FCFA à mobiliser pour les projets de la transformation structurelle du Cameroun pour l'horizon 2035, soit 4 fois le PIB moyen du Cameroun sur les dix dernières années, 16 fois le budget moyen du Cameroun sur les cinq dernières années... C'est aussi çà la conséquence du choix d'une politique d'émergence économique qui a pour fondement théorique, la théorie du "Big push" de (Rodan-Roseinstein, 1947) qui est très exigeante en matière de mobilisation des capitaux et des questions de gouvernance.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Un modèle d'émergence économique calqué sur la théorie du Big push. Lorsqu'on décide dans un modèle d'émergence économique de lancer tous les projets au même moment, çà demande beaucoup d'argent et il pose des problèmes de gouvernance. À titre d'exemple, les projets de construction des barrages hydroélectriques, des ponts, des routes, écoles, ports, projets miniers, stades, agropoles, projets industriels, gazeux, infrastructures ferroviaires et aéroportuaires, Universités et grandes écoles, infrastructures énergétiques et autres....Tous ces projets s'inscrivent dans les politiques structurelles et non conjoncturelles. Si vous inscrivez ces projets dans une période de 25 ans (2010-2035) pour l'atteinte de l'émergence économique, c'est trop ambitieux. Le seul pays au monde qui a été aussitôt émergent l'a été en 40ans(Chine), ceci à cause du risque pris pour des réformes radicales et violentes.

La place de l'aléa moral et des phases d'émergence économique. La problématique de l'émergence économique est bien plus complexe. Car, un pays doit modéliser son émergence économique en tenant compte de l'aléa moral sur une longue période (15ans) par exemple qui viendra bousculer et freiner le modèle et c'est à cette période qu'un pays a des taux de croissance faibles voire négatifs(période de 2016-2023) avec les crises de Boko Haram, crise du NOSO, crise pétrolière de 2014-2016, crise de la COVID-19, crise Russo-ukrainienne, crise inflationniste actuelle....Ce qui suppose qu'en ayant pour boussole le DSCE dès 2010, le Cameroun devait avoir 15ans de période morte de l'émergence économique et espérer les taux de croissance avoisinant 5% de 2025-2040 c'est ce que nous appelons la phase embryonnaire de l'émergence économique . De 2040 à 2055 des taux de croissance de 7%, phase de croissance de l'émergence économique. De 2055-2070, des taux de croissance de deux chiffres environ 10%, c'est ce que nous appelons la phase de l'asymptote horizontae de l'émergence économique. Vu sur cet angle, quand on embrasse dans la SND30 les projets structurants de première génération qui ne sont pas bouclés et ceux de deuxième génération qui visent la transformation structurelle, le modèle s'échauffe et en l'état des crises de liquidités et des problèmes de gouvernance le plombe. Un tel modèle ne peut être émergent en 25ans, encore moins en 40ans comme la Chine l'a réussi, mais plutôt en 60ans. Il devient donc évident en économie prospective que le Cameroun pourrait être émergent à l'horizon 2070.

Les erreurs de la modélisation de l'émergence économique du Cameroun. La faute à l'horizon temporel ambitieux, une mauvaise modélisation des aléas moraux et la sous-estimation de la variable démographique modélisée à 25millions d'habitants qui biaise le modèle alors qu'empiriquement on semble avoir dépassé le cap des 35millions d'habitants puisqu'il y'a des

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

personnes qui n'ont pas été recensées lors du dernier recensement de la population. Le seul pays au monde qui a réussi dans ce modèle c'est Singapour, car c'était un régime militaire et dictatorial.

Pour que ce modèle réussisse au Cameroun, on doit avoir un système politique qui se rapproche du régime militaire ou dictatorial. Il faut Repenser le modèle sur trois axes: Un modèle standard de base de l'émergence économique ou théorie du small push ou petite poussée (Cf: Théorie de l'Onguénéisme). La correction des erreurs de la modélisation et adapter le modèle d'émergence économique à un système politique adéquat. Surtout mobiliser son épargne nationale au détriment d'une dépendance de financement extérieure dans un type de modèle Indienne pro-affaire pour véritablement enclencher le processus d'émergence économique.

Références bibliographiques

Acemoglu D., (2009), « The Solow Growth Model ». Introduction to Modern Economic Growth, Princeton: Princeton University Press: 26–76.

Acemoglu D., Johnon S., Robinson J., (2005), *Institutions as the fundamental cause of long-run growth*. In Handbook of Economic Growth by Ph. Aghion & S. Durlauf. Elsevier.

Aghion P., Howitt P., (2000), *Théorie de la croissance endogène*, Dunod.

Ahrens J., Mengeringhaus P., (2006), « Institutional Change and Economic Transition: Market-enhancing Governance, Chinese style », *The European Journal of Comparative Economics*, 3 (1), pp. 75-102.

Boukari E., (2014), « L'économie du développement en débat», *Revue d'économie politique*, n°5, 691-726.

Banque Mondiale., (2021), *World development report: Agriculture for Development.*

Das K., (2011), Challenges posed by the new wave of farmland investment. The Journal of Peasant Studies 38(2), 217-247.

Davis B., P. Winters., T. Reardon et K. Stamoulis., (2009), Rural nonfarm employment and farming: household-level linkages. Agricultural Economics 40(2), 119-123.

Deininger K., (2013), Global land investments in the bio-economy: evidence and policy implications. Agricultural Economics, n/a-n/a.

Dieye M., Abdoulaye., (2017), « Cross-sectional analysis of case studies of selected African countries experience towards emergence: Stock-taking, lessons learned, and way forward », Second International Conference on the Emergence of Africa, (ICEA II), Abidjan, Côte D'Ivoire, March 28-30.

Djatcho D.,(2012),*Gouvernance territoriale et développement industriel à Douala*, Thèse de Doctorat, Université de Grenoble, Co-tutelle avec l'Université de Yaoundé 2

Djankov S., Glaeser E., La Porta R., Lopez-de-Silanes F. et Shleifer A., (2003), « The New Comparative Economics », *Journal of Comparative Economics*, 31(4): p. 595-619.

Gourou P., (1982), Terres de bonne espérance. Paris, Plon, 456 p. GOUROU (P.), 1984 - Riz et civilisation. Paris, Fayard, 299 p.

Jerven M., (2013), *Poor Numbers - How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Ithaca, Cornell University Press.

Jomo K. S. (ed.).,(2005),*The Pionneers of Development Economics*, London, Zed Books.

Copyright © Revue Francophone

Volume : 2 Numéro : 1 Page: 01 à 21
Doi:https://doi.org/10.5281/zenodo.10642380
Reçu : 02/01/2024 ; Révisé : 15/01/2024 ; Accepté: 29/01/2024

Johnston., Bruce F. and Mellor, John W., (1961), « The Role of Agriculture in Economic Development », American Economic Review, Vol. 51, No.4, Sept. 1961.

Johnston., Bruce F. and Kilby, Peter.,(1975), Agriculture and Structure Transformation Economic Strategies in Late-Developing Countries, Oxford University Press, New York, 1975.

Kabou A., (1991), Et si l'Afrique refusait le développement, Paris, L'Harmattan.

Kacarevic I.,(2016),*Les politiques économiques dans les pays émergents d'Europe,* Thèse de Doctorat, Université de Nice Sophia Antipolis en Co-tutelle avec l'Université de Belgrade

Lassida E., (2010), *Oser un nouveau développement, au-delà de la croissance et de la décroissance*, Bayard.

Latouche S., (2003), « L'imposture du développement durable ou les habits neufs du développement », *Mondes en développement*, vol. 1, n° 121, p. 23-30.

Lee., Kenneth., Miguel E., Wolfram C.,(2018), « Experimental Evidence on the Demand for and Costs of Rural Electrification. » EEG Working Paper, Université de Californie, Berkeley. http://www.catherine-wolfram.com/uploads/8/2/2/7/82274768/repp-

Maddison A., (2003), *The World Economy: Historical statistics*. 2003. OCDE

Naudet J.-D., DelarueJ., Bernard T., (2012), « Évaluations d'impact : un outil de redevabilité ? Les leçons tirées de l'expérience de l'AFD ». Revue d'économie du développement, 20(4), 27-48.

Ndikeu N., (2017), *Corruption et croissance économique au Cameroun : de l'effet direct et des effets indirects à travers la répartition des dépenses publiques,* Thèse de Doctorat, université de Rennes en Co-tutelle avec l'Université de Yaoundé 2

Ngoa H., (2017), *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi(DSCE) au Cameroun : Comment atteindre une croissance à deux chiffres ?* Cameroun, Afrédit

Nialé K., Alii., (2017), L'Afrique émergente: enjeux et potentialités, Brinon-sur-Sauldre, Grandvaux

Nicet-Chenaf D., Piveteau A. et Rougier E., (2009), *Les pays émergents dans la crise*, Séminaire international « émergents et crise », Collegio de Mexico, novembre

OCDE., (2002), ≪*Development is Back* ≫, édité par J. B; de Macedo, C. Foy et Ch. Oman

Ostrom E., (2005), *Understanding Institutional Diversity*, Princeton, Princeton University Press.

Rodrik D., (2008), *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions, and Economic Growth*, Princeton University Press, Princeton and Oxford.

Rodrik D., Subramanian A., Trebbi F., (2002), *Institutions rule: the primacy of institutions over geography and integration on economic development*, NBER Working Papers, 9305.

Samuel B., (2011), « Calcul macroéconomique et modes de gouvernement : les cas de la Mauritanie et du Burkina Faso », *Politique africaine*, n° 124, décembre, pp. 101-126.

Sen A., (2003), *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, éd.

Servet J.-M., (2007), « Les illusions des Objectifs du millénaire», in Lafaye de Micheaux *et alii, op. cit.*, pp. 63-88.

Severino J.M., Debrat J.M., (2010), *Idées reçues sur*

Copyright © Revue Francophone